**PRIORITE 1 : L’EMPLOI**

Quelles mesures à court et moyen terme proposez- vous pour réduire le chômage des jeunes ?

A court terme :

En premier lieu, nous souhaitons faire en sorte que la confiance revienne dans notre pays. Pour ce faire, nous lancerons avant fin 2013, un référendum pour ou contre l’indépendance. Si la réponse était non, un deuxième référendum aura lieu avant la mi 2014 pour ou contre la départementalisation. Nous pensons fortement que les investisseurs auront moins peur de l’avenir de notre pays. L’introduction de l’euro achèvera de faire revenir la confiance et la reprise de l’activité devrait alors pouvoir se faire.

Dès notre élection, nous partons en métropole pour présenter et négocier un plan spécial de redressement économique et de l’emploi. Nous pensons que sans l’aide de la France, il est impossible que nous nous en sortions. Avec cette aide, nous espérons créer dès la première année 5 000 emplois. Nous souhaitons mettre en place un SMIG de crise qui soit de l’ordre de 80 000 F/mois avec des cotisations sociales en plus. Le territoire pourrait prendre ces cotisations à sa charge, pour relancer l’emploi. Bien évidemment, nous demanderons la venue de techniciens de Paris pour nous conseiller et éviter de faire les erreurs habituelles.

Le laxisme dans la gestion des emplois ne sera pas notre principe, contrairement à ce qui se passe aujourd’hui.

Le soir du 5 mai, si le RRPP sortait vainqueur de l’élection, je lancerai déjà un appel pour tous nos jeunes diplômés et sans emplois pour qu’ils viennent nous rencontrer dès le lendemain, parc Bougainville, pour échanger, et voir dans quelle mesure ils peuvent participer dans les cabinets ministériels, car c’est le savoir de la Polynésie. Nous aurons besoin d’eux et de leurs compétences.

A moyen terme :

* faciliter autant que possible les autorisations de création d’entreprises individuelles, dans les secteurs productifs.
* Aider au maximum les polynésiens désireux de se lancer dans un projet
* Solliciter les associations de quartiers ou les communes pour que chaque commune puisse présenter un projet de développement, mais en restant à une échelle humaine
* Taxer de 1 à 2% les transferts financiers vers l’étranger (plus de 1000 milliards/an)
* Il nous faudra trouver sur place et du côté de l’Etat ou de l’Europe ou de la CPS (Pacifique Sud) les financements nécessaires. Dossiers approfondis à préparer.

Question subsidiaire :

*Si vous devez en choisir une, quelle est votre 1ère priorité et pourquoi ?*

*Ce sera déjà de rencontrer tous les jeunes diplômés et sans emplois, y compris ceux et celles qui en ont. Le démarrage de notre mandature sera capital et nous voulons d’entrée, prendre la mesure des enjeux. Sans la compétence de tous ces jeunes, nous n’y arriverons certainement pas.*

**PRIORITE 2 : LA FORMATION**

Quelles mesures proposez-vous pour réduire l’échec des jeunes dans leur scolarité ?

Echec scolaire :

J’ai été moi mêmes instituteur et je me rends bien compte de cet échec.

Voici mes propositions :

* réduction de la journée scolaire : les enfants comme les adolescents travaillent trop longtemps dans la journée et rentrent fatigués. Sans compter pour ceux qui sont tributaires des transports en commun. Ils passent souvent plus de 10H dans leur établissement. Nous ferons passer dès que possible la journée scolaire de 6H30 à 4H30. L’après midi sera consacrée aux devoirs leçons ou à des activités sportives au travers d’associations à qui nous attribuerons des moyens (entre 25 et 30 milliards/an déjà distribués. Il faut trier là dedans.
* Le nombre de jours de classe annuel sera augmenté pour garder le volume horaire obligatoire.
* Les grandes vacances seront changées et placées durant la saison la plus chaude. Il vaut mieux que les enfants se baignent à la mer en période chaude plutôt qu’en période froide. Ainsi les touristes auront plus de sièges pendant le heiva ou les courses de vaa.
* Nous conserverons le principe d’uniformes que nous étendrons à tous les établissements du second degré
* Question subsidiaire :

*Si vous devez en choisir une, quelle est votre 1ère priorité et pourquoi ?*

*Notre priorité sera bien entendu la journée scolaire qui aujourd’hui fait en sorte de massacrer les élèves en les faisant travailler trop d’heures par jour.*

*Ainsi, si nous prenons en compte un élève de Bac pro qui prend un bus pour aller en cours, il doit souvent se lever le matin à 4H et les professeurs s’aperçoivent vite qu’en cours de matinée, il dort en classe. Il n’y plus de rendement. Souvent, cet élève sera rendu chez lui vers 19H, ce qui fait qu’il aura passé 15H voire plus en cas de retard hors de chez lui. Ne parlons pas alors de travail individuel chez soi.*

**PRIORITE 3 : LE TRANSPORT**

L’organisation du transport collectif est un frein au développement économique et créé des inégalités sociales. Que prévoyez-vous pour y remédier ?

Nous nous posons la question de laisser le transport collectif aux mains du privé : horaires irréguliers, peu de professionnalisme des chauffeurs, communication difficile. Après notre élection, nous engagerons un débat sur le sujet. Peut-être faudra-t-il récupérer au titre du territoire, les transports scolaires.

Nous devons aussi décider avec la population, de l’horaire de démarrage des cours : 7H30 comme aujourd’hui ou 8H pour libérer les routes et défendre l’intérêt des écoliers ou étudiants.

Trop d’enfants doivent aujourd’hui payer leur course quand ils ont oublié leur carte chez eux. Le transport doit être gratuit pour les scolaires.

Bien évidemment, nous ferons venir de métropole des spécialistes qui nous aideront à tenter de régler ce problème récurrent.

La construction d’une voie rapide à la côte 300 sur la côte ouest est urgente.

Question subsidiaire :

*Comment comptez-vous régler les problématiques du transport en commun des établissements scolaires et universitaires, notamment les dessertes et la tarification ?*

*Pour régler ces problèmes, nous privilégierons le système de navette autonome pour aller chercher et amener les scolaires et universitaires sur leurs lieux de cours. Des navettes d’une quinzaine de places devraient être suffisantes. Ces navettes ne seront pas payantes.*

*C’est tout un système qui doit être réorganisé. Nous solliciterons à chaque fois l’avis des populations concernées, c’est comme cela que nous entendons la démocratie.*

**PRIORITE 4 : LE TOURISME**

Le tourisme nous apparaît comme le seul secteur durable capable de redresser rapidement l'économie du pays. Quelles sont vos priorités en la matière ?

Nous faisons notre votre constat. Nous disons aussi que malgré toutes ces années pendant lesquelles on nous a seriné sans arrêt que le tourisme était important, malgré les milliards injectés en promotion, on n’a rien fait pour le développement touristique.

Au niveau structurel : il nous faut des casinos, des aquariums, des parcs d’attraction, tout cela à l’échelle polynésienne. Il ne s’agit pas de copier Disneyland par exemple. Les touristes doivent avoir en face d’eux un panel d’activités qui fera qu’ils ne s’ennuieront pas pendant leur séjour chez nous.

Nous instaurerons le pourboire après avoir fixé un tarif de base pour les personnes travaillant dans le tourisme. Ainsi, celui qui voudra gagner plus d’argent devra faire des efforts dans son accueil des touristes et non comme aujourd’hui, où il se fiche que son service soit bon ou mauvais, de toute façon, il percevra son salaire.

Nous ferons en sorte que les propriétaires terriens chez qui les entrepreneurs amènent des touristes pour des randonnées ou autres soient associés à l’activité. Un droit de passage, l’installation de snacks, le montage de petits numéros de danse ou d’artisanat sur place, les dégustations puis vente de nos produits locaux permettront à de nombreux petits emplois de se créer.

Question subsidiaire :

*Le tourisme est étroitement lié à l’environnement, quelles mesures proposerez- vous ?*

Nous proposons en urgence, car ce constat est réel, la création de brigades de gardes forestiers ou nautiques dans les communes ou groupements de communes pour surveiller ce qui se passe dans les lagons ou dans les vallées. Ces gardes seront assermentés et pourront dresser des PV. Les produits de ces PV seront affectés à la surveillance de notre environnement. Financements : local, Etat, Europe, CPS

**PRIORITE 5 : LE LOGEMENT**

Le logement collectif social semble créer les mêmes effets négatifs que ceux constatés aujourd'hui en métropole. Comment comptez-vous résoudre ce problème ?

Bon constat.

Nous sommes résolument contre le fait de mettre les polynésiens dans des cages à lapins.

Pour résoudre le problème du logement, nous privilégierons les lotissements familiaux, cad, qu’une famille propriétaire de terres indivises se verra proposer un contrat avec le territoire : prouver sa propriété en premier, puis avoir une majorité d’ayants droit d’accord avec le projet qui est de préparer et viabiliser des lots de 2000 m2 par famille héritière du foncier sur lesquels le pays construira autant de maisons qu’il y a d’ayants droit. A charge à eux ensuite de planter pour se nourrir et vendre sa production et de continuer à mettre en valeur le reste de la terre.

En ce qui concerne la reconstitution des titres de propriété, nous défendons la départementalisation qui permettra de baisser le coût de la vie, de créer un Groupement d’Intérêt Public pour la reconstitution des titres de propriété, d’avoir des emplois d’avenir, de bénéficier des aides sociales prévues pour les départements, etc…

Nous négocierons avec l’Etat une départementalisation sur 20 ou 30 ans, pour qu’à la fin de cette période, les polynésiens puissent se déterminer sur leur avenir : avec ou sans la France.

Question subsidiaire :

*Le logement est de plus en plus difficile d'accès pour les jeunes (prix) et pour les étudiants (places). Que comptez-vous faire ?*

Le département est une solution pour les problèmes bancaires. En effet, en France, contrairement à chez nous, les prêts peuvent se faire sur une base très longue, jusqu’à 50 ans ou plus, ce qui allège les mensualités. Nous réfléchirons à un moyen de faire prendre en charge par le pays les frais de scolarité des nos jeunes qui accèdent aux études supérieures, pour peu qu’ils soient dans des secteurs prioritaires.

Le gouvernement ou le département devra travailler sur des axes et des plans quinquennaux à l’issue desquels les bilans seront faits et ceux qui n’auront pas travaillé suffisamment sanctionnés. Plus de laxisme. De l’efficacité oui. Nous voulons que l’argent disponible soit optimisé au maximum.